

*Les subsides*

de la lucarne des occasions. C'est dans cette lucarne des occasions 1984-1985 que cette supériorité manifeste révélera clairement l'existence ou la non-existence de la menace que pourrait constituer l'Union soviétique pour notre région du globe.

Tandis que les États-Unis mettaient en pratique la théorie de la détente au cours des années 1970 en transférant la haute technique aux Soviétiques et en procédant au gel unilatéral du déploiement des missiles terrestres, l'Union Soviétique a continué d'accroître massivement son armement nucléaire et classique en fonction de la doctrine soviétique de la supériorité quantitative.

Il s'agit notamment de la mise au point du déploiement des missiles SS-20 en sol européen et la création d'une grande flotte de haute mer, l'une des plus importantes sinon la plus importante du monde. Le renoncement discret à la détente par les Soviétiques ressort dans un article paru en 1976 dans la *Pravda*, dans lequel on explique que la détente est l'expansion de l'influence soviétique à l'échelle de la planète par tous les moyens possibles, sauf par voie de confrontation entre les superpuissances.

S'appuyant sur les préceptes idéologiques marxistes, les Soviétiques n'accordent pas nécessairement la même définition aux expressions que celle qu'on accepte généralement en Occident. C'est là un exemple classique de la différence cruciale que peut provoquer le fait que nous sommes incapables de comprendre l'opiniâtreté des Soviétiques. Eu égard à cela, il n'est guère étonnant que certaines personnalités érudites affirment qu'il n'y a jamais eu effectivement de détente.

Si l'Union Soviétique est persuadée qu'il faut à tout prix éviter la guerre nucléaire et ses résultats catastrophiques, elle considère néanmoins que le développement d'une capacité supérieure, étroitement lié à une stratégie conçue en vue d'une victoire militaire et de la domination après-guerre, est la seule façon logique d'aborder la question de l'armement nucléaire. Bien trop souvent, les Soviétiques font preuve d'opportunisme et ils profiteront de la moindre occasion pour remplir tout vide qu'ils verraient se former et étendre leur influence un peu partout dans le monde avec tous les moyens possibles, exception faite de la guerre.

Comme le fait remarquer M. James Schlesinger, l'accroissement des forces militaires soviétiques a été jusqu'ici inégalé dans le monde. L'Occident s'est soudainement éveillé à cette situation. Tous les peuples de la planète non seulement s'inquiètent de la chose, mais ils appellent également au secours. C'est ce que faisaient ces 30,000 protestataires. Ils réclament l'intervention gouvernementale dans cette affaire, car ils ne souhaitent pas mourir incinérés dans une guerre nucléaire mondiale. C'est ce dont il s'agit aujourd'hui. Comment pouvons-nous nous montrer utiles? Comment réagir devant cette situation? Que faire? Et comment faire?

L'objectif fondamental du rapport minoritaire repose malheureusement sur des prémisses valables mais quelque peu naïves et par conséquent on y tire des conclusions qui pourraient fort bien accroître plutôt que décroître le risque de guerre.

Les auteurs du rapport concluent par une condamnation de la poursuite de la course aux armements. Qui ici ne condamne pas la course aux armements? C'est en berçant des idéaux que l'on découvre de nouvelles idées et que l'on fait naître des espoirs de progrès. Les auteurs du rapport minoritaire, les

pacifistes comme les faucons font tous partie d'un tout extrêmement fragile qui peut nous garantir le maintien de la paix. Ils sont tous aussi nécessaires les uns que les autres. Tout le problème est de trouver le point d'équilibre.

Si l'on devait mettre en œuvre les recommandations du rapport minoritaire, les tenants du courant majoritaire du comité se rendraient compte qu'au lieu de réduire les risques d'un conflit nucléaire, on contribuerait au contraire à les multiplier. Dans ce cas, j'aimerais bien que l'on me dise où est la morale dans tout ça. Si les recommandations du rapport minoritaire sont mises en œuvre et que nous avons une guerre mondiale, j'aimerais savoir qui va en assumer la responsabilité morale? Certainement pas les défenseurs d'un équilibre et d'une force de dissuasion, mais bien plutôt ceux qui nous demandent de prendre des mesures de désarmement unilatérales. Nous ne pouvons opter pour cette solution. Nous ne pouvons prendre ce risque dans le but d'assurer le maintien de la paix mondiale.

Il est irréaliste et simpliste de rejeter, comme le fait le rapport minoritaire, l'argument selon lequel un gel des armements nucléaires est impossible à cause du déséquilibre des armes nucléaires tactiques en Europe. Compte tenu de sa supériorité tactique, l'Union soviétique pourrait déclencher une guerre conventionnelle en Europe. Cette situation poserait un problème très grave aux États-Unis qui devraient réagir en employant l'arme nucléaire stratégique pour freiner l'avance de l'URSS ou devoir accepter le fait accompli et l'hégémonie soviétique en Europe.

On a beaucoup parlé dernièrement de la proposition Kennedy-Hatfield en faveur d'un gel des armes nucléaires. Chacun est au courant des manifestations de Vancouver, qui a rassemblé 30,000 participants, d'Ottawa où l'on a dénombré 800 participants et de la semaine du «Ground Zero» aux États-Unis, ainsi que des manifestations monstres qui ont eu lieu quelque temps auparavant en Europe et qui toutes soulignaient le danger des armes nucléaires. Mais parle-t-on du risque de ne pas posséder d'armes nucléaires? C'est tout aussi dangereux que de posséder l'arme nucléaire.

Il y a des années que je soulève la question du danger d'une guerre nucléaire et que je pose des questions aux ministres, mais rien n'a encore été fait. J'ai suggéré de mettre en place un programme de défense civile et, là encore, aucune mesure n'a été prise. En défendant, comme de nombreux groupes le font, la suppression unilatérale des armes nucléaires, on s'expose à un double danger.

Si l'on procédait à un gel des armes nucléaires, on sanctionnerait les faiblesses des alliés et par voie de conséquence, on accroîtrait le risque d'un conflit au lieu de le diminuer. Il est on ne peut plus simpliste, on ne peut plus naïf et inopportun de réclamer un gel des armes nucléaires dans l'état actuel des choses, car cela ne contribuerait qu'à accroître le déséquilibre.

Si l'URSS et les États-Unis décidaient de geler leur arsenal nucléaire, les Soviétiques n'auraient pratiquement aucun motif de négocier la réduction des armements puisqu'ils seraient en position de force. La preuve en est que les négociations sur les armes nucléaires de moyenne portée n'ont pu avoir lieu qu'à cause des réticences manifestées par les Soviétiques quand l'OTAN a décidé d'établir des missiles Pershing II et Cruise en Europe pour répondre au déploiement des SS-20. Le gel des armements nucléaires n'inciterait pas les grandes puissances à réduire leur arsenal, car l'Union soviétique ne serait nullement